

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 14 (1964)

**Heft:** 3

**Buchbesprechung:** Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648 [Boris Porchnev]

**Autor:** Pithon, Rémy

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 16.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

zu schließen. Gerade die Sozialwissenschaften lehren uns, daß es nicht möglich ist, eine psychische Komponente von einer sozialen zu trennen.

Robert Mandrou geht beispielsweise zu weit, wenn er ausführt, daß «auf dem Lande, obschon einheitlich, die religiöse Ausübung mehr eine soziale Tatsache, eine kollektive Handlung als das Ergebnis einer persönlichen Besinnung ist» (S. 284). Gilt dies nicht für die religiöse Ausübung im allgemeinen? Gilt es aber gerade für das 16. Jahrhundert, wo die individuellen religiösen Probleme stark genug wirkten, um mehr als ein Zehntel der französischen Bevölkerung aller Klassen zu veranlassen, zum Protestantismus zu übertreten, trotz der damit verbundenen unerhörten Erschütterung der religiösen, politischen und sozialen Ordnung?

Wie kann eine persönliche Besinnung von einer kollektiven Vorstellung unterschieden werden? Der soziologische Wortschatz gefällt durch seine Neuheit, aber es ist illusorisch, zu glauben, daß dessen Grund und Gehalt bestimmter und klarer sei als die gebräuchliche Geschichtsschreibung.

*Genf*

*Gustav Möckli*

BORIS PORCHNEV, *Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648.*

Paris, S.E.V.P.E.N., 1963. Gr. in-8°, 679 p., cartes. (Ecole pratique des hautes études, VI<sup>e</sup> section. Oeuvres étrangères, IV.)

Il aura fallu attendre quinze ans pour lire en français cet ouvrage, célèbre déjà dans sa version originale russe, et traduit en allemand en 1954. Certes la traduction en était ardue, mais il suffit de lire l'avant-propos de l'éditeur, signé de M. Robert Mandrou, pour se convaincre qu'on n'a pas témoigné beaucoup d'enthousiasme pour ce livre monumental, ni de considération pour son auteur. Dans les deux préfaces (celle de l'édition russe et celle que M. Porchnev a écrite spécialement pour l'édition française), on trouve d'emblée tous les éléments de la polémique qui oppose depuis des années les spécialistes occidentaux à l'éminent historien soviétique. Nous ne jugeons pas utile de rendre compte de façon détaillée de ce dialogue de sourds, et nous préférons consacrer les lignes qui suivent au livre même, dont la valeur n'est pas contestable.

Il est hors de doute que la présence à Léningrad d'une partie des archives du chancelier Séguier a permis à M. Porchnev de faire des découvertes retentissantes, mais on peut à juste titre s'étonner que la masse considérable des documents restés en France n'ait pas été exploitée déjà (du moins avant les recherches récentes de M. Roland Mousnier). Y a-t-il eu conspiration du silence? Nous pensons plutôt que les historiens français, obnubilés par une vision très artificielle du «Grand Siècle», n'ont pas eu conscience de certains problèmes, et c'est tout aussi regrettable.

Que les soulèvements populaires, urbains ou campagnards, aient pesé d'un grand poids dans l'équilibre de la France de Louis XIII, on ne peut plus le nier après avoir lu cet ouvrage. En effet, chaque année ou presque,

une ville ou une province, plusieurs à la fois souvent, s'agitent, refusent de payer certains impôts, chassent ou massacrent des fonctionnaires royaux. Certaines régions restent des semaines, voire des mois, en état de rébellion ouverte. Les cartes de localisation et la table chronologique, placées à la fin du livre, permettent de s'orienter rapidement, année par année.

Mais si M. Porchnev s'était borné à nous livrer cela, très en détail souvent, il aurait fait sans doute un travail d'érudition précieux, on le consulterait avec fruit pour l'histoire provinciale, on utiliserait les nombreux textes des archives Séguier cités en appendice, et on se bornerait à ajouter un chapitre *ad hoc* aux études classiques sur Richelieu et son époque. Or c'est de bien autre chose qu'il s'agit: l'étude minutieuse de ces divers soulèvements pose un problème d'interprétation, et c'est là que se manifestent les divergences auxquelles nous avons fait allusion. Pour l'historien russe, les faits montrent que ces soulèvements sont des éléments de la lutte des classes opprimées contre un système encore essentiellement féodal, plutôt que capitaliste, où le roi et ceux dont il défend les intérêts exploitent les inférieurs grâce à une fiscalité insupportable; si parfois on trouve des bourgeois ou des nobles du côté des révoltés, c'est par pur opportunitisme, et ils changent de camp dès que l'agitation, qu'ils ont d'abord utilisée à des fins intéressées, se tourne contre le système même, qui les favorise. Les soulèvements viennent donc d'en bas, et non d'en haut. On voit tout de suite que cette conception ne satisfait pas les historiens français, qui ont une tout autre idée des classes sociales en France au XVII<sup>e</sup> siècle et de leurs rapports.

Mais, après une étude particulièrement détaillée du soulèvement des Nu-Pieds de Normandie (1639), qui sert en quelque sorte de démonstration-type, l'auteur applique ses conclusions au problème de la Fronde, ce qui nous entraîne plus loin encore. Qu'on en juge par ces lignes de la préface de l'édition russe: «Toute tentative de voir dès le XVII<sup>e</sup> siècle dans la Fronde une manifestation, somme toute semblable à la lutte des classes, qui, avec une ampleur beaucoup plus grande, éclata sous forme de révolution en 1789, se heurte à la masse énorme des traditions et des préjugés académiques de l'historiographie française: il est d'autant plus intéressant d'entreprendre cette tentative» (p. 17—18).

Si la Fronde est, comme l'historiographie française l'affirme souvent, un essai de soulèvement nobiliaire contre l'absolutisme ou une ébauche de «révolution bourgeoise», elle se place dans une perspective très différente. Mais ne peut-on pas l'interpréter — et c'est la thèse de M. Porchnev — comme un soulèvement du même type que les précédents: il est caractéristique qu'un sous-titre porte: «les origines agraires de la Fronde». La Fronde serait alors un mouvement populaire analogue aux autres dans son principe, mais représenterait une sorte de paroxysme; la bourgeoisie l'aurait utilisé et dirigé, car elle était alors atteinte dans ses intérêts matériels par la politique fiscale de Mazarin. On retrouverait ainsi une situation assez ana-

logue à celle de la Normandie au moment des Nu-Pieds. Devant la menace d'une révolte populaire généralisée, qui aurait compromis le régime, et par conséquent la situation privilégiée des détenteurs d'offices et de fonctions administratives ou parlementaires, la bourgeoisie aurait reculé et fait sa soumission au roi. Mais après la «Fronde parlementaire» vint la «Fronde des Princes»: eux aussi auraient cherché à exploiter le mécontentement, sans non plus oser aller jusqu'au bout, car eux aussi auraient tout perdu si la monarchie avait sombré. On pourrait s'étonner que cette idée ne se soit pas fait jour plus tôt, mais toute la tradition historiographique sur la Fronde remonte essentiellement à des textes provenant de membres des classes supérieures, à des mémoires surtout, utilisés par les historiens libéraux, en particulier aux XIX<sup>e</sup> siècle. M. Porchnev traite sans ménagement cette école, et démontre notamment avec une certaine férocité la faiblesse des travaux d'un Louis Madelin.

Donc «en 1647, Mazarin tenta une offensive contre le droit annuel des offices et autres priviléges inviolables des gens de robe. C'est à ce moment que, selon les prévisions, tout plongea dans le désordre, car il n'avait rien fait pour soulager le peuple. La bourgeoisie d'offices de Paris et de presque toute la France se souvint spontanément du triste sort des frères inférieurs et asséna un tel coup au régime absolutiste que la catastrophe semblait imminente: mais la bourgeoisie eut peur des perspectives d'une révolution populaire et mit bas les armes» (p. 576). Evidemment pour se prononcer définitivement, il faudrait disposer d'un second volume, consacré à la Fronde elle-même, qui développerait en somme cette conclusion. Dans son ensemble, la thèse apparaît séduisante, et on souhaiterait que l'auteur pût en poursuivre l'étude. Nous aurions d'ailleurs de belles polémiques en perspective, si on en juge par ce qui s'est déjà écrit!

Le livre se termine par des considérations sur l'absolutisme, ses origines sociales et politiques, ses rapports avec la bourgeoisie et ceux de la bourgeoisie avec l'Etat féodal. Elles reposent essentiellement sur l'analyse des idées connues de Loyseau et de Richelieu; notons au passage que M. Porchnev fait au *Testament Politique* une confiance excessive, et le date à tort des années 1633 à 1639 (p. 575, n. 3). Fort intéressantes en elles-mêmes, ces pages sont d'une lecture coriace, comme d'autres parties «théoriques» du livre, à cause de la rigidité de la pensée historique et de l'inflexibilité de sa démarche, mais aussi à cause du vocabulaire employé. On verse parfois dans le charabia (par exemple p. 395—396), dont on ne sait trop s'il faut attribuer la responsabilité à l'auteur ou à la traductrice.

Signalons également, à l'article des critiques, que M. Porchnev ne semble pas avoir exactement évalué la portée et la nature des aspects religieux du problème, ni pour les catholiques ni surtout pour les réformés, et qu'il en parle un peu hâtivement. Et quelques erreurs véniales, comme Cayet pour Caillet (p. 48), Vancan pour Fancan (p. 574), etc... bien excusables dans un ouvrage de ces dimensions.

Mais que de révélations, pour une période que l'on croit souvent connue en détail! Bien des aspects de la politique de Richelieu et de Mazarin sont éclairés de façon nouvelle ou profondément réétudiés. Citons, par exemple, le célèbre différent Richelieu-Marillac, qui, vu sous un angle neuf, apparaît plus fondamental encore (cf. p. 574—575). L'information est aussi étendue que précise, la bibliographie d'une richesse ahurissante, ne négligeant aucune étude d'histoire locale, le dépouillement d'archives d'une conscience exemplaire, l'analyse des travaux classiques sur les problèmes abordés attentive (mais partielle, diront sans doute certains). La lecture de ce livre est certainement enrichissante même pour qui l'entreprend avec un préjugé négatif. Qu'on imagine donc ce qu'en peut retirer celui qui n'a pas d'idées préconçues et accepte comme hypothèses de travail certaines prémisses, liées à un certain vocabulaire. Comme M. Mandrou dans son avant-propos, nous conclurons en souhaitant que, par les controverses qu'il doit provoquer, ce livre stimule la recherche historique.

*Lausanne*

*Rémy Pithon*

MANFRED SCHLENKE, *England und das friderizianische Preußen 1740—1763.*

*Ein Beitrag zum Verhältnis von Politik und öffentlicher Meinung im England des 18. Jahrhunderts.* Verlag Karl Alber, Freiburg i. Br./München 1963. 435 S. (Orbis Academicus: Geschichte der politischen Ideen in Dokumenten und Darstellungen.)

Die Marburger Habilitationsschrift von Manfred Schlenke behandelt ein interessantes Thema aus der Geschichte der politischen Beziehungen der europäischen Mächte um die Mitte des 18. Jahrhunderts. Sie leuchtet in jene Epoche hinein, die für die Nachwelt hauptsächlich durch das berühmte «renversement des alliances» und durch den Siebenjährigen Krieg gekennzeichnet ist. Der Verf. stellt sich die nicht leichte Aufgabe, die Entwicklung des Preußenbildes in der öffentlichen Meinung während der ersten 23 Jahre der Regierung Friedrichs d. Gr. darzustellen und auf Grund der hierbei gewonnenen Einsichten zu untersuchen, inwieweit diese öffentliche Meinung die tatsächlichen Beziehungen Englands zu Preußen bestimmt habe.

Es ist klar, daß eine derart breite Fragestellung nur auf Grund einer außerordentlich weitgespannten Quellengrundlage zu konkreten Ergebnissen führen kann. Der Verf. hat denn auch keine Mühe gescheut in seinem Bestreben, einen Überblick über das gesamte politische Schrifttum Englands der Zeit von 1740 bis 1763 zu gewinnen. Neben den offiziellen diplomatischen Dokumenten und Parlamentsakten hat er die gesamte politische Publizistik jener Jahre durchforscht, eine Menge von Flugschriften, Zeitungsartikeln, Gelegenheitsgedichten, Geschichtswerken, Reisebeschreibungen usw. Außerdem erwiesen sich ihm zahlreiche bildliche Darstellungen, Landkarten und Karikaturen als aufschlußreich, schließlich sogar Wirtshausschilder und bemaltes Geschirr. Über diese Materialien orientiert ein illustrierter Anhang.

Die Darstellung beginnt mit zwei einleitenden Abschnitten, die die